

relatif au travail à temps réduit [3 janvier 1950] (p. 40). — Est élue *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 526, 527, 528); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 2 : *Son amendement tendant à créer des commissions d'usagers participant à la gestion des caisses d'allocations familiales* [17 février 1950] (p. 1195); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la représentation des unions départementales d'associations familiales auprès des caisses régionales d'allocations familiales* (p. 1196, 1197); — du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3730); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4000 : *Prestations familiales* [5 juin 1950] (p. 4262, 4263); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 11 : *Amendement de M. Bourbon tendant à ne pas appliquer le chapitre aux condamnés pour meurtre, torture ou délation* [17 novembre 1950] (p. 7893); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales, présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1950] (p. 9231, 9232); Art. 6 : *Son amendement tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales en décembre 1950* (p. 9238). — Est élue *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations familiales (augmentation des allocations familiales)* [20 mars 1951] (p. 2215, 2216); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Discussion générale (Ses observations sur les abattements de zones et l'application de la loi du 22 août 1946)* [28 avril 1951] (p. 4140, 4141, 4142); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir un dépôt de projet du Gouvernement avant le 10 mai* [30 avril

1951] (p. 4343); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 6020 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés* [5 mai 1951] (p. 4622, 4623); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à disjoindre l'abattement sur les crédits pour les déportés et internés de la Résistance* [7 mai 1951] (p. 4753).

SEMBLEE
IONALE
CLAUDIUS, voir PETIT (M. Eugène).

CLEMENCEAU (M. Michel), Député de Seine-et-Marne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des immunités parlementaires [17 mars 1951] (p. 2100); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement de la culture populaire rurale, n° 378. — Le 4 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la loi n° 46-2172 du 30 septembre 1946 instituant un fonds forestier national, n° 807. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation afin d'accorder un délai de paiement aux exploitants agricoles astreints à cet impôt,

n° 3121 — Le 4 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser immédiatement les coefficients institués par le décret n° 48-97 du 14 janvier 1948 pour l'application de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en ce qui concerne les professions laitières et avicoles, **n° 3239**. — Le 17 mars 1948, une proposition de loi tendant à accorder des délais de paiement pour le règlement de l'acompte provisoire des impôts de 1947 et le reliquat des impôts de 1946 aux contribuables astreints au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation qui auront souscrit à l'emprunt libérateur, **n° 3817**.

Interventions :

S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

CLOSTERMANN (M. Pierre), *Député du Bas-Rhin.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N.C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [8 juin 1948] (p. 3276) — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 24 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice de l'indemnité de charges aéronautiques au personnel militaire affecté à l'administration centrale du Secrétariat d'Etat

aux forces armées « air », **n° 3533**. — Le 26 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter, en ce qui concerne la gendarmerie, les mesures suspendant l'avancement des officiers généraux et colonels, **n° 4734**. — Le 2 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées : Air; budget ordinaire; budget de reconstruction et d'équipement; budget annexe des constructions aéronautiques), **n° 4848**. — Le 24 février 1949, une proposition de loi relative au régime fiscal des kermesses, ventes et autres manifestations de charité organisées au profit d'oeuvres ou d'établissements d'enseignement et d'éducation, **n° 6561**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de Strasbourg, **n° 7070**. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à constater expressément la nullité de l'acte dit « loi du 9 novembre 1940 relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public » **n° 8285**.

Interventions :

Est désigné *Secrétaire d'âge* [28 novembre 1946] (p. 1). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations sur le problème du pain et sur les événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1334, 1335). — Dépose une demande d'interpellation sur le renvoi de la Mission française de rapatriement en U. R. S. S. par le gouvernement soviétique [9 décembre 1947] (p. 5565); en demande la discussion immédiate [12 décembre 1947] (p. 5692); la développe (p. 5694, 5695, 5696, 5697, 5698). — Est désigné *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1948] (p. 129). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la Compagnie Air-France : *Pose la question préalable* [16 mars 1948] (p. 1736, 1737); *la retire* (p. 1738) : *Discussion générale* (p. 1742); Art. 9 : *Son amendement tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur des transports* [29 avril 1948] (p. 2363); — du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 5 : *Son*